



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



« Appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et d'auto-emploi dans le secteur agropastoral des zones de conflits »

UNJP/CAF/001/PBF

Rapport final

DIVISION DES URGENCES ET DE LA RÉHABILITATION

TABLE DES MATIÈRES

FICHE SIGNALÉTIQUE	3
RÉSUMÉ.....	4
1. INTRODUCTION.....	5
2. OBJECTIFS DU PROJET ET RÉSULTATS ATTENDUS	6
2.1. Objectifs du projet.....	6
2.2. Résultats attendus.....	6
3. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ATTENDUS PAR OBJECTIF ET RÉALISATIONS.....	7
4. ÉVALUATION AXÉE SUR LES INDICATEURS DE PERFORMANCE	8
5. CHANGEMENTS CONSTATÉS (LEÇONS TIRÉES)	9
6. RAPPORT DESCRIPTIF DES RÉSULTATS.....	9
6.1. Effets directs (<i>outcomes</i>).....	9
6.2. Retard dans la mise en œuvre, défis, leçons apprises et meilleures pratiques	9
6.3. Appréciation qualitative	9
6.4. Une illustration narrative spécifique	9
6.5. Illustrations des réalisations	10
7. MODALITÉS DE SUIVI.....	11
8. RÉVISIONS PROGRAMMATIQUES	11
9. RESSOURCES	11

FICHE SIGNALÉTIQUE

Titre et référence du projet <ul style="list-style-type: none">• Titre du Programme: Appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et d'auto-emploi dans le secteur agropastoral des zones de conflits• K.10 – UNJP/CAF/001/PBF-AGR/5023	Pays, localité, secteur/thème(s) du programme <p>Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grebizi et Basse-Kotto, République centrafricaine</p> <p>Secteur/thème(s) : Agricole</p>
Organisations participantes <ul style="list-style-type: none">• Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Partenaires de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none">• Le Ministère du développement rural et de l'agriculture (l'Agence centrafricaine de développement agricole et l'Agence nationale de développement de l'élevage)• Les organisations non gouvernementales
Budget du programme (USD) <p>Contribution du Fonds: 1.8 million Contribution de(s) agence(s):<ul style="list-style-type: none">• <i>le cas échéant, par agence</i>Contribution du Gouvernement:<ul style="list-style-type: none">• <i>(le cas échéant)</i>Autres Contributions [donateur(s)]:<ul style="list-style-type: none">• <i>(le cas échéant)</i>Total: 1.8 million</p>	Durée du programme (mois) <ul style="list-style-type: none">• Durée totale : 18 mois• Date de démarrage : 6 septembre 2010• Date de clôture originale : 5 mars 2012• Date de clôture actuelle : 31 mars 2014
Evaluation du programme <p>Evaluation – (à joindre le cas échéant) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date : dd.mm.yyyy</p> <p>Evaluation à mi-parcours – <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: juin 2012:</p>	Soumis par: <ul style="list-style-type: none">• Nom: Leopold Kouandogui• Titre: Responsable suivi et évaluation, Fonds pour la consolidation de la paix (<i>Peacebuilding Fund</i> [PBF])• Organisation participantes : PBF

RÉSUMÉ

Les communautés des zones septentrionales ont été considérablement touchées par les conflits armés de ces dernières années. Pendant que les efforts sont en cours pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, une attention particulière doit être apportée aux communautés civiles vulnérables (jeunes, femmes et vieillards) pour promouvoir une véritable cohésion sociale, renforcer les stratégies de survie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des zones affectées.

L'une des principales causes de conflit, de l'insécurité physique et alimentaire en République centrafricaine, est l'extrême pauvreté. Cet élément est suffisamment exprimé dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2008–2010, lequel met l'accent sur l'accroissement de la production et la lutte contre la pauvreté. Aussi, l'activité proposée est l'un des éléments fondamentaux du troisième Domaine d'intervention du Plan prioritaire de consolidation de la paix en République centrafricaine, à savoir la dynamisation des communautés affectées par les conflits.

En effet, le Plan prioritaire du Fonds de consolidation de la paix souligne l'importance que revêtent les activités génératrices de revenus (AGR) dans un tel processus, et surtout le rôle qu'elles peuvent jouer en tant que facteur de développement, de sécurité et de paix. C'est dans cette optique que le projet UNJP/CAF/001/PBF, intitulé « *Appui à la mise en œuvre des AGR et d'auto-emploi dans le secteur agropastoral des zones de conflits* », a été financé par le Fonds pour la consolidation de la paix pour un montant de 1.8 million d'USD. Le projet a été mis en œuvre du 6 septembre 2010 au 31 mars 2014.

Le projet visait à apporter un appui au développement des AGR agricoles et d'auto-emploi dans les zones ciblées en faveur des groupes vulnérables au moyen d'actions coordonnées entre les partenaires et en appelant une participation active des communautés bénéficiaires.

Au total, 898 ménages bénéficiaires ont été atteints à travers les activités suivantes :

- Identification des ménages bénéficiaires.
- Réalisation de cinq plans d'opération.
- Distribution de kits vivriers (6 552,5 kg de semences de maïs, 51 940 kg de semences d'arachide et 1 510 kg de semences de sorgho, et outillage agricole).
- Distribution de 1 920 caprins et de produits vétérinaires (antibiotiques, vaccines, etc.).
- Formation en techniques de production agricole, de transformation et de conduite de petit élevage des bénéficiaires ainsi que de 20 cadres des services décentralisés du Ministère.
- Suivi des activités.

Les activités mises en œuvre ont contribué au retour de la paix et à la reprise des AGR. Il y eu un changement de comportement palpable des jeunes bénéficiaires qui sont devenus plus responsables, montrant des signes de stabilisation et participant à la promotion de la vie économique et sociale des régions d'accueil du projet.

1. INTRODUCTION

Les communautés des zones septentrionales ont été considérablement affectées par les conflits armés de ces dernières années. Pendant que les efforts sont en cours pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, une attention particulière doit être apportée aux communautés civiles vulnérables (jeunes, femmes et vieillards) pour promouvoir une véritable cohésion sociale, renforcer les stratégies de survie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des zones affectées.

Cette attention sera aussi élargie aux communautés des zones minières, qui ont subi les conséquences du retrait imprévisible des investisseurs du secteur minier suite à la crise économique, ainsi qu'aux populations accablées dans le sud-est du pays (Haut Mbomou et Haute-Kotto) par les attaques de la *Lord's Resistance Army* ougandaise qui provoquent une pression supplémentaire sur la vulnérabilité de ces communautés fragilisées.

L'une des principales causes de conflit, de l'insécurité physique et alimentaire en République centrafricaine, est l'extrême pauvreté. Cet élément est suffisamment exprimé dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2008–2010, lequel met l'accent sur l'accroissement de la production et la lutte contre la pauvreté. Aussi, l'activité proposée est l'un des éléments fondamentaux du troisième Domaine d'intervention du Plan prioritaire de consolidation de la paix en République centrafricaine, à savoir la dynamisation des communautés affectées par les conflits.

En effet, le Plan prioritaire du Fonds de consolidation de la paix souligne l'importance que revêtent les activités génératrices de revenus (AGR) dans un tel processus, et surtout le rôle qu'elles peuvent jouer en tant que facteur de développement, de sécurité et de paix. C'est dans cette optique que le projet « *Appui à la mise en œuvre des AGR et d'auto-emploi dans le secteur agropastoral des zones de conflits* » a été financé par le Fonds pour la consolidation de la paix.

Le projet a prévu d'assister un groupe de 960 ménages à travers le renforcement de leurs capacités de production et de génération de revenus.

En ce qui concerne les cultures vivrières, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déjà mis en œuvre des projets de multiplication de semences certifiées (R1), ce qui permettra de répondre en partie aux besoins en semences (R2) localement (acquises des projets OSRO/CAF/804/SWE et GCP/CAF/013/EC). Des expériences dans le domaine des cultures maraîchères, notamment le choix des espèces et variétés, ont été acquises à travers les programmes post-conflit de la FAO. Dans le domaine de l'élevage, depuis octobre 2007, la FAO a mis en œuvre un projet pilote (TCP/CAF/3102) de relance des filières de l'élevage et de réinsertion économique post-conflit en faveur des populations vulnérables affectées par la succession de crises qu'a connues le pays. Une centaine d'unités de production ont ainsi été installées pour plusieurs types d'élevage (porcs, chèvres, moutons, etc.) ainsi que des unités de transformation des produits agricoles. Des résultats de ce projet est ressorti le grand potentiel des unités de production de porcs et caprins, mais également l'opportunité de combiner ces unités d'élevage avec des activités agricoles à cycle court (maraîchères et/ou vivrières), autrement dit promouvoir des unités de production du type agropastoral mixte pour accroître la rentabilité au niveau des ménages.

2. OBJECTIFS DU PROJET ET RÉSULTATS ATTENDUS

2.1. Objectifs du projet

Le présent projet visait à apporter un appui au développement des AGR agricoles et d'auto-emploi dans les zones ciblées en faveur des groupes vulnérables au moyen d'actions coordonnées entre les partenaires – la FAO, le Gouvernement de la République centrafricaine, les organisations non gouvernementales (ONG), etc. – et en appelant une participation active des communautés bénéficiaires. Il a permis également d'aider à concevoir et à mettre en place un programme pour la réinsertion économique post-conflit des populations victimes des crises militaro-politiques et économiques. Il s'agit d'apporter un appui à la mise en œuvre des AGR ou microprojets productifs durables par les bénéficiaires afin d'éviter que l'aide extérieure ne reste perpétuellement nécessaire pour continuer les actions qui ont été initiées.

Les objectifs spécifiques du projet se déclinent comme suit :

- appuyer 960 ménages agricoles, soit environ 4 800 personnes vulnérables, pour la relance des AGR et de création d'auto-emploi dans leurs communautés ;
- renforcer les capacités techniques des bénéficiaires et des institutions nationales, notamment à travers des formations sur les techniques agricoles améliorées et de commercialisation avec le soutien des services d'appui conseil de proximité aux producteurs (ONG, l'Agence centrafricaine de développement agricole [ACDA], l'Agence nationale de développement de l'élevage [ANDE]).

Les AGR consistent donc principalement en l'exploitation de systèmes agropastoraux mixtes : le maraîchage combiné avec une porcherie, soit le vivrier combiné avec une chèvrerie.

Dans le cas du maraîchage, il s'agit de pratiquer des cultures adaptées aux conditions environnementales locales et appréciées par la population, telles que la tomate, le chou, l'aubergine, le gombo, etc. En ce qui concerne les cultures vivrières, il s'agit du maïs, du sorgho, de l'arachide, du riz et/ou du niébé et du sésame.

2.2. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus du projet étaient les suivants :

- Résultats 1 : Les ménages agricoles potentiellement éligibles pour bénéficier de l'appui sont recensés et les plans d'opération sont élaborés.
- Résultats 2 : Les ménages agricoles disposent du matériel permettant de créer les unités agropastorales.
- Résultats 3 : Les ménages agricoles sont appuyés dans la gestion agropastorale.
- Résultat 4 : Les besoins en formation sont déterminés et les modules sont conçus.
- Résultat 5 : La diffusion du savoir est assurée.

En vue d'obtenir ces résultats, la mise en œuvre des activités du projet a démarré sur le terrain en mars 2011 pour prendre fin en décembre 2013 (au lieu de novembre 2012).

Après le lancement officiel des activités du projet, le 4 mars 2011, l'état final des activités menées depuis cette date se présente comme suit :

3. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ATTENDUS PAR OBJECTIF ET RÉALISATIONS

Résultats	Activités	Prévisions initiales	Réalisations
Résultat 1 : Les ménages agricoles potentiellement éligibles pour bénéficier de l'appui sont recensés et les plans d'opération sont élaborés	Activité 1.1. Identification des bénéficiaires	960 ménages agricoles identifiés	898 ménages identifiés (94 %) dont 251 en Ouham-Pendé, 309 en Ouham, 195 au Nana-Gribizi et 143 dans la Basse-Kotto.
	Activité 1.2. Élaboration des plans d'opération concernant les unités mixtes agropastorales (porcherie/maraîchage ; chèvrerie/vivriers)	Cinq plans d'opérations élaborés (plan d'achats, plan de mission des consultants et du point focal, plan de formation des bénéficiaires, etc.)	Cinq plans d'opération réalisés (100 %) – protocoles d'accord signés avec ACDA et ANDE
Résultat 2 : Les ménages agricoles disposent du matériel permettant de créer les unités agropastorales	Activité 2.1. Achat et distribution d'intrants : • Semences	6 000 kg de maïs, 14 400 kg de riz, 57 600 kg d'arachide et 3 600 kg de sorgho	6 552,5 kg de maïs, 51 940 kg d'arachide et 1 510 kg de sorgho. Les semences de riz n'ont pas été acquises.
	• Outillage agricole et autres matériels	Arrosoir, bâche, brouette, cadenas, chaine, faitière, hache, houe, lime, machette, pelle, pointe, poussette et tôle	100 % des achats effectués
	• Animaux	1 920 caprins et 1 323 porcins	1 920 caprins. Les porcins n'ont pas été acquis.
	• Produits vétérinaires	Lot de vaccin gomboro, lot de vaccin H120 (bronchite infectieuse), lot de vaccin HB1 (<i>New Castle</i>), lot de vaccin la Sota (rappel HB1); des antibiotiques: Tétracolivit, Anticox, Pipérazine, Oxitracycline 50 %, Hépaturyl, Virkon; de vitamine AD3E et de désinfectant (Crésyl)	100 % achetés et distribués
Résultat 3 : Les ménages agricoles sont appuyés dans la gestion agropastorale	Activité 3.1. Mise en place des unités d'élevage et de cultures	10 localités prévues dans les quatre préfectures (Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi et Basse-Kotto)	10 localités ont reçu les unités d'élevage (caprins et lots de produits vétérinaires) et des kits vivriers (semences et outils agricoles), soit 100 %
	Activité 3.2. Suivi des unités en collaboration avec les partenaires locaux	Deux protocoles d'accord de suivi signés avec l'ANDE et l'ACDA en collaboration avec les consultants FAO	Deux protocoles d'accord avec l'ANDE et l'ACDA qui ont effectivement effectué le suivi des bénéficiaires (100 %)
Résultat 4 : Les besoins en formation sont déterminés et les modules sont conçus	Activité 4.1. Définition et conception des modules de formation	Besoins en formation déterminés et modules et fiches techniques déjà conçus	100 % des activités sont réalisées : (i) les besoins en formation des bénéficiaires ont été identifiés et répertoriés ; (ii) les modules de formation ont été confectionnés ; et (iii) les fiches techniques ont été élaborées et remises aux bénéficiaires
Résultat 5 : La diffusion du savoir est assurée	Activité 5.1. Livraison des modules de formation technique	<ul style="list-style-type: none"> Deux fiches techniques produites par les consultants. Deux formations (niveau 1 et 2) ont été réalisées. 	100 % des activités sont réalisées : <ul style="list-style-type: none"> Deux fiches techniques produites par les consultants. Deux formations ont été réalisées : <ul style="list-style-type: none"> Niveau 1 : 20 cadres (ACDA, ANDE) Niveau 2 : 898 bénéficiaires
	Activité 5.2. Suivi des activités	Quatre missions de terrain sont organisées	Trois missions de terrain ont été organisées (75 %)

4. ÉVALUATION AXÉE SUR LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Résultat/produit	Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
<p>Résultat/produit 1.1 Les capacités opérationnelles et pédagogiques du centre d'apprentissage de Bossémbélé sont renforcées en vue d'en faire une véritable ferme école</p> <p>Indicateur 1.1.1 15 cadres du centre d'apprentissage de Bossémbélé et 100 cadres de l'ACDA auront suivi des cours</p> <p>Indicateur de référence: 15 cadres du centre et 100 autres de l'ACDA</p> <p>Indicateur 1.1.2 Des visites d'étude seront organisées de manière trimestrielle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La bergerie à but pédagogique est construite au centre de formation de Bossémbélé • Le centre est doté en noyaux d'élevage et en intrants agricoles • Forage du centre réalisé à 100 % 		<p>Rapports du 2^{ième} semestre 2012</p>
<p>Résultats / Produit 1.2 Les jeunes sont formés, équipés et suivis pour réussir leur insertion socio-économique.</p> <p>Indicateur 1.2.1 Organisation des jeunes en groupements d'intérêts économiques pour leur accès aux services d'appui dans leurs localités</p> <p>Indicateur de référence: 268 jeunes pionniers aidés pour la réinsertion</p> <p>Indicateur 1.2.2 Accompagnement des jeunes dans le cadre de leur insertion socioéconomique par les partenaires retenus (ACDA, ANDE, ICRA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 15 cadres du centre d'apprentissage de Bossembélé ont suivi des cours • Atelier de formation de 15 formateurs • Aucune visite d'étude pour l'indicateur 1.1.2 	<p>Causes d'insécurité de terrain les 100 cadres de l'ACDA n'ont pas été formés</p>	<p>Rapport du 2^{ième} semestre 2012</p> <p>Planification annuelle de travail 2012</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • 268 jeunes pionniers formés • Atelier de formation des pionniers • Une pionnière regagnant sa localité d'origine avec son kit 	<p>Pas d'écart</p> <p>Formation pratique sur la préparation d'aliments des poulets</p> <p>Préparation et remise de kits aux bénéficiaires</p>	<p>Rapport du 2^{ième} semestre</p>
	<p>Protocoles d'accords signés avec ACDA et ANDE</p>	<p>Pas d'écart, car les protocoles ont été signés</p>	<p>Document de programmation des activités annuelles de novembre 2012.</p> <p>Rapport du meeting organisé par Mme la Représentante de la FAO en présence du coordonnateur du programme d'urgence.</p> <p>Copies des différents protocoles avec chaque entité et domiciliés à la FAO.</p>

5. CHANGEMENTS CONSTATÉS (LEÇONS TIRÉES)

- Retour de la paix et reprise des AGR.
- Participation à la promotion de la vie économique et sociale des régions d'accueil du projet (caprins et denrées alimentaires, etc.).

6. RAPPORT DESCRIPTIF DES RÉSULTATS

On note la réticence des bénéficiaires à s'engager dans les conflits armés. Ce comportement constitue déjà un gage de prise de conscience et d'auto prise en charge. Le projet a ainsi réussi à détourner la vision des bénéficiaires des pratiques traditionnelles de vandalisme et de recours à la force comme mode de règlement des conflits, vers les actions de développement.

6.1. Effets directs (*outcomes*)

Il y a un changement de comportement palpable des jeunes bénéficiaires qui sont devenus plus responsables, montrant des signes de stabilisation dans des AGR.

6.2. Retard dans la mise en œuvre, défis, leçons apprises et meilleures pratiques

Les retards ont été d'ordre procédural et liés à la sécurité du pays. Les défis à relever sont indépendants de la structure de mise en œuvre du projet.

Il faut aussi noter que les capacités financières de certains acteurs associés à la mise en œuvre de ce projet étaient très faibles et ne permettaient pas de résoudre efficacement les problèmes (faible liquidité, manque de disponibilité de certains matériels dans le pays, faible aptitude des fournisseurs de biens et services, etc.).

6.3. Appréciation qualitative

Le fait de sédentariser les jeunes par les activités agropastorales a une incidence certaine sur le rétablissement progressif de la paix car lors des missions de suivi dans l'arrière-pays, ces bénéficiaires ont déclaré qu'ils n'avaient plus d'intérêt à suivre les leaders d'opinion dans leurs aventures belliqueuses.

6.4. Une illustration narrative spécifique

On peut citer l'exemple de l'école biblique de Kaga-Bandoro, bénéficiaire de ce projet. En effet, l'appui en caprins a permis à l'établissement de mettre en place une unité mixte caprin/vivrier dans la ferme pédagogique. L'élevage des caprins a permis à l'établissement de faire face aux charges de pensionnat et de financer certaines charges liées à la formation des pasteurs. Cet élevage est très porteur et la ferme projette de construire d'autres bergeries pour abriter le cheptel de caprins dont l'effectif est en augmentation.

Certains bénéficiaires dans le Nord (sous-préfecture de Paoua) ont commencé à revenir et reconstruire leurs maisons détruites, les écoles ont repris dans beaucoup de localités et les marchés hebdomadaires se tiennent régulièrement ainsi que les échanges commerciaux s'intensifient.

6.5. Illustrations des réalisations



Photo 1 : Identification des ménages bénéficiaires à Batangfo (Ouham)



Photos 2 et 3 : Clarification des critères de sélection des bénéficiaires à Kaga-Bandoro



Photo 4 : Magasin de stockage des intrants agricoles à Paoua (Ouham-Pendé)



Photo 5 : Cultures maraîchères à Bossangoa (Ouham)



Photo 6 : Élevage de caprins à Bouca (Ouham)



Photo 7 : Distribution des semences aux bénéficiaires à Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi)



Photo 8 : Parcelle de riz à Alindao (Basse-Kotto)



Photo 9 : Vente de produits agricoles à Alindao



Photo 10 : Élevage caprin au Centre évangélique de Kaga-Bandoro



Photo 11 : Parcelle de manioc à Mbrès



Photo 12 : Difficulté d'accès aux bénéficiaires

7. MODALITÉS DE SUIVI

Un suivi régulier des activités a été conjointement réalisé par une équipe composée des consultants du projet, du comité de pilotage et du responsable de l'évaluation du Fonds pour la consolidation de la paix. Les missions de suivi ont été planifiées afin de collecter les données nécessaires à l'évaluation des différents indicateurs de performance.

8. RÉVISIONS PROGRAMMATIQUES

Le plan annuel de travail a été modifié plusieurs fois en fonction des prolongations faites durant la mise en œuvre du projet. Ces prolongations étaient liées essentiellement au retard dans le lancement du projet suite à l'allocation tardive d'une partie des Fonds et à la situation sécuritaire des zones d'intervention du projet.

9. RESSOURCES

La gestion des ressources du projet a été effectuée selon les procédures de la FAO. Pour le personnel, plusieurs catégories de cadres ont apporté leur expertise dans la mise en œuvre du projet. Il s'agissait :

- du staff de la Jeunesse pionnière nationale (JPN) associé à la mise en œuvre (trois cadres) ;
- du staff de la FAO (sept cadres dont trois consultants) ;
- du staff des structures de base qui sont les centres de formation de la JPN ;
- des agents de l'ANDE ;
- des agents de l'ACDA ;
- du point focal du Ministère de l'agriculture et du développement rural.